

Solucom

*Rapport financier semestriel au 30 septembre 2010*

# Sommaire

---

Déclaration des personnes responsables .....	3
Rapport semestriel d'activité .....	4
1. Analyse des résultats de Solucom .....	4
2. Activité de Solucom durant le semestre .....	5
3. Évolution prévisible de l'activité de Solucom jusqu'à la clôture de l'exercice.....	6
4. Informations sur les risques et incertitudes pour le semestre à venir .....	6
5. Principales transactions avec les parties liées .....	9
Comptes consolidés .....	10
Notes annexes aux états financiers consolidés .....	15
1. Principes et méthodes comptable .....	15
2. Périmètre de consolidation.....	20
3. Notes sur certains postes du bilan et du compte de résultat.....	20
Rapport des Commissaires aux Comptes.....	40

# Déclaration des personnes responsables

---

J'atteste, à ma connaissance,

que les comptes résumés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables, et notamment conformément à la norme IAS 34, et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et

que le rapport semestriel d'activité ci-joint présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Fait à Paris-La Défense le 15 novembre 2010

Pascal Imbert, Président du Directoire



# Rapport semestriel d'activité

---

## 1. Analyse des résultats de Solucom

Les comptes semestriels au 30 septembre 2010 consolident Solucom, Idesys, Arcome SAS, Solucom DV, New'Arch, KLC et Cosmosbay-Vectis.

Les comptes au 30 septembre 2009, ainsi que ceux au 31 mars 2010, auxquels il est fait référence dans la suite de ce document, consolident Solucom, Idesys, Arcome SAS, Solucom DV, New'Arch, KLC et Cosmosbay-Vectis respectivement sur 6 et 12 mois.

Les comptes au 30 septembre 2010 (ainsi que les comptes au 30 septembre 2009 et au 31 mars 2010, auxquels ils sont comparés) sont établis selon le référentiel comptable international IFRS. Les états financiers qui présentent ces comptes suivent la recommandation n° 2009-R.03 du 2 juillet 2009 du CNC. Les soldes intermédiaires de gestion qui figurent dans ces états et qui sont commentés dans la suite de ce document sont donc ceux définis par le CNC.

Le chiffre d'affaires consolidé au 30 septembre 2010 s'établit à 52 376 K€ contre 48 272 K€ sur le premier semestre de l'exercice précédent, soit une croissance de 9%.

Le résultat opérationnel courant est de 7 183 K€ (après participation des salariés). Il connaît une progression de 126% par rapport à celui du 1<sup>er</sup> semestre de l'exercice précédent qui s'élevait à 3 183 K€. La marge opérationnelle courante, obtenue en divisant le résultat opérationnel courant par le chiffre d'affaires, est de 13,7%, à comparer à 6,6% au 1<sup>er</sup> semestre de l'exercice précédent.

Le résultat opérationnel est également de 7 183 K€, en progression de 125% par rapport au résultat opérationnel du 1<sup>er</sup> semestre de l'exercice précédent, qui s'établissait à 3 198 K€.

Le coût de l'endettement financier net s'élève à 81 K€ sur la période. Ce solde comprend 3 K€ de produits financiers et 84 K€ de charges financières sur la période. Ce chiffre est à comparer à un coût de l'endettement financier net de 94 K€ pour le 1<sup>er</sup> semestre de l'exercice précédent.

Le résultat avant impôt est de 7 089 K€, en progression de 127% par rapport au résultat avant impôt du 1<sup>er</sup> semestre de l'exercice précédent, qui était de 3 124 K€.

Le résultat net de la période s'établit à 4 202 K€, soit une marge nette de 8,0%. Ce résultat progresse de 112% par rapport au 1<sup>er</sup> semestre de l'exercice précédent, pour lequel le résultat net de la période était de 1 981 K€, soit une marge nette de 4,1%.

Il n'y a pas d'intérêts minoritaires. Le résultat net part du groupe est donc également de 4 202 K€, contre 1 981 K€ pour le 1<sup>er</sup> semestre de l'exercice précédent, soit une progression de 112%.

Les capitaux propres s'élèvent à 37 271 K€ au 30 septembre 2010 contre 34 296 K€ au 31 mars 2010.

L'endettement financier net du cabinet Solucom<sup>1</sup> est de 2 499 K€ contre une trésorerie nette de 2 015 K€ au 31 mars 2010 et un endettement financier net de 5 284 K€ au 30 septembre 2009. L'évolution de l'endettement financier depuis le 31 mars 2010 prend en compte l'augmentation de 7 886 K€ du besoin en fonds de roulement sur la période.

Au 30 septembre 2010, le besoin en fonds de roulement représente 10,7% du chiffre d'affaires en rythme annuel, contre 3,7% au 31 mars 2010 et 4,5% au 30 septembre 2009.

---

<sup>1</sup> Pour mémoire, le cabinet Solucom est constitué de la société Solucom et de ses filiales



Enfin, les comptes individuels de Solucom font ressortir un chiffre d'affaires de 30 437 K€, en croissance de 20%, contre 25 400 K€ sur le premier semestre de l'exercice précédent. Le résultat d'exploitation de la société Solucom s'établit, quant à lui, à 4 331 K€, représentant une marge d'exploitation de 14,2%, et en progression de 19% sur un an. Pour mémoire, le résultat d'exploitation du premier semestre 2009/2010 s'élevait à 3 640 K€, soit une rentabilité de 14,3%.

## 2. Activité de Solucom durant le semestre

Au premier semestre de son exercice 2010/2011 (qui sera clos le 31 mars 2011), Solucom a réalisé un chiffre d'affaires de 52,4 M€, en croissance purement organique de 9%.

Le cabinet a recueilli les fruits des investissements commerciaux consentis depuis 2009, tout en bénéficiant d'un marché nettement plus favorable que l'année précédente. Le cabinet a ainsi remporté de nombreux projets de premier plan, chez des clients tels Air France-KLM, Amadeus, informatique-Banque Populaire ou Orange.

La demande des clients a été en progression dans tous les secteurs d'activité, excepté le secteur public. Cette demande se caractérise par des projets moins défensifs et plus orientés croissance, avec une contribution accrue aux enjeux métiers.

Le taux d'activité s'est fortement apprécié pour s'établir à 86% sur le semestre contre 78% au 1<sup>er</sup> semestre 2009/10 et 80% sur l'ensemble du dernier exercice. Il se situe au-delà du taux normatif du cabinet, situé entre 82% et 84%. Ce taux d'activité est en progression sur l'ensemble des pratiques du cabinet.

Le prix de vente journalier moyen a, comme attendu, reculé de 1% par rapport à l'exercice précédent, à 707 €, contre 717 € sur l'ensemble de l'exercice 2009/2010. Le carnet de commande, quant à lui, reste fragile à 3,2 mois.

Sur le plan des ressources humaines, le marché a été marqué par un retour rapide de tensions au cours des derniers mois. Le cabinet a ainsi connu une hausse sensible de son turn-over qui s'établit désormais à 19% en rythme annuel, contre 12 à 15% budgétés. Parallèlement, Solucom est également confronté à une relative inertie dans la relance de son rythme de recrutement, les efforts consentis depuis le début de l'exercice n'ayant pas encore produit pleinement leurs effets.

De ce fait, les effectifs au 30 septembre 2010, à 945 collaborateurs, sont stables par rapport au 30 juin. Sur l'ensemble du semestre, ils sont en recul de 3% par rapport aux 978 collaborateurs que comptait le cabinet au 31 mars 2010.

La rentabilité du cabinet s'est fortement redressée sur le semestre. Le résultat opérationnel courant au 30 septembre s'est élevé à 7,2 M€, en progression de 126% par rapport à la même période de l'an dernier, soit une marge opérationnelle courante de 13,7%, contre une marge opérationnelle courante de 6,6% un an plus tôt.

Cette hausse de la rentabilité résulte d'une conjugaison de facteurs favorables : un impact maximum du redressement du taux de production, une accélération des dépenses en ressources humaines, recrutement et communication qui pour l'instant se fait peu sentir sur les charges, et un retraitement de la contribution sur la valeur ajoutée des entreprises qui joue à plein sur le semestre. Pour mémoire, la taxe professionnelle qui pesait l'année dernière sur le résultat opérationnel courant a été remplacée cette année par une nouvelle taxe, la contribution sur la valeur ajoutée des entreprises, qui est classée en impôts sur les résultats et qui en conséquence ne pèse pas sur le résultat opérationnel courant. Sans ce reclassement, la marge opérationnelle courante aurait été de 12,5% sur le semestre.

Après prise en compte du coût de l'endettement financier net, en baisse de 14% sur un an, et de l'impôt sur les résultats, le résultat net part du groupe s'établit à 4,2 M€, soit une marge nette de 8,0%.

Au 30 septembre 2010, l'endettement financier net de Solucom, sans aucun covenant bancaire, était de 2,5 M€, dans un contexte de forte augmentation du besoin en fonds de roulement, contre un endettement financier net de 5,3 M€, un an plus tôt.



L'augmentation du besoin en fonds de roulement s'explique d'une part par le décaissement de la contribution sur la valeur ajoutée des entreprises qui intervient plus tôt que le décaissement de l'ancienne taxe professionnelle, et d'autre part par une forte tension sur le poste clients. Ces éléments ne remettent pas en cause l'objectif de Solucom de faire progresser sa situation de trésorerie nette sur l'ensemble de l'exercice, afin de se situer à un niveau supérieur à 5 M€ au 31 mars 2011.

Les capitaux propres continuent de progresser à 37,3 M€ au 30 septembre 2010, contre 34,3 M€ au 31 mars 2010.

### 3. Évolution prévisible de l'activité de Solucom jusqu'à la clôture de l'exercice

Le premier semestre a permis à Solucom de consolider ses fondamentaux et de préparer le second semestre dans de bonnes conditions.

Les pratiques Stratégie & Management et Transformation SI, qui avaient été les plus touchées par le ralentissement économique, connaissent un redressement rapide et le plan de marche prévu sur l'exercice est désormais sécurisé. La capacité du cabinet à gagner et réussir les grands projets de transformation a été démontrée, le redéploiement des positions commerciales pour diminuer la dépendance client et mieux tirer partie du secteur finance est désormais bien engagé. Enfin, les marges du cabinet ont été reconstituées et lui confèrent les moyens d'investir pour le futur.

Le début du second semestre de l'exercice 2010/2011 de Solucom est caractérisé par une activité qui reste bien orientée. Même si la visibilité commerciale est courte, le marché est actif et les capacités commerciales de Solucom jouent à plein. Parallèlement, la pression tarifaire diminue et devrait permettre une stabilisation des prix pour le second semestre.

Les tensions en matière de ressources humaines seront en revanche sans doute durables, conséquence d'un environnement de marché plus dynamique.

Ce sujet constitue en conséquence l'enjeu clé de Solucom au second semestre de l'exercice 2010/2011. Le cabinet entend engager de nouveaux moyens visant à mettre le turn-over sous contrôle et à poursuivre la montée en puissance de son effort de recrutement.

Le second semestre de l'exercice 2010/2011 sera en outre consacré à l'élaboration d'un nouveau plan stratégique pour Solucom à horizon 2015. Ce plan, qui sera dévoilé en mai 2011, fixera les ambitions de Solucom pour le futur et permettra d'ouvrir une nouvelle page dans l'histoire de son développement.

Malgré les tensions rencontrées sur le plan des ressources humaines, qui devraient freiner la croissance sur le second semestre, Solucom confirme et précise ses objectifs annuels. Ceux-ci visent la relance de la croissance organique sur l'ensemble de l'exercice à un rythme supérieur à 4% et une marge opérationnelle courante à deux chiffres, comprise entre 11 et 13%, tout en consacrant les investissements nécessaires à la préparation du futur.

### 4. Informations sur les risques et incertitudes pour le semestre à venir

Les risques qui sont cités dans cette section sont ceux qui, d'après la société, présentent les impacts potentiels les plus significatifs ou la probabilité d'occurrence la plus élevée.

#### **Risque de dégradation de la conjoncture économique**

Le contexte économique et financier actuel s'avère délicat et se caractérise par un manque de visibilité persistant.

Même si les conditions de marché se sont améliorées depuis le début de l'exercice 2010/2011, compte-tenu des incertitudes qui continuent à peser sur l'économie, Solucom ne peut garantir que cette amélioration va être durable.



## Risque lié aux ressources humaines

La réussite du développement de Solucom passe impérativement par le recrutement et la fidélisation de collaborateurs à fort potentiel. Le modèle de recrutement de Solucom repose sur l'embauche de jeunes diplômés, issus des meilleures grandes écoles et universités.

Le recrutement est à moyen terme un défi important pour Solucom, compte tenu de la forte compétition qui existe structurellement sur l'embauche des profils recherchés par le cabinet.

Afin de maîtriser ce facteur clé de succès essentiel, Solucom consent chaque année un investissement important en matière de recrutement. Il a malheureusement été nécessaire de réduire fortement cet investissement pendant la crise et Solucom est confronté en 2010/2011 à une certaine inertie dans la relance de son rythme de recrutement.

Au-delà du recrutement, la maîtrise du turn-over représente un 2<sup>ème</sup> défi, les cadres ayant une expérience en cabinet de conseil étant fortement recherchés, particulièrement dans le domaine des nouvelles technologies.

La maîtrise du turn-over est de la responsabilité conjointe du management et des responsables ressources humaines du cabinet. Le turn-over a connu une réduction sensible au cours des deux exercices précédents, s'établissant à 8% sur l'exercice 2009/2010, en raison du contexte économique.

Solucom constate depuis la fin de l'exercice 2009/2010 une forte accélération de son turn-over, dont une partie peut être expliquée par un effet rattrapage suite à deux années consécutives de faible attrition. Ainsi, le turn-over au 30 septembre 2010 s'élève à 19% en rythme annuel ce qui constitue un niveau particulièrement élevé.

La réussite du plan de recrutement et la maîtrise du turn-over constituent plus que jamais un enjeu majeur pour le cabinet.

## Risque de mise en cause de la responsabilité civile professionnelle de Solucom

Le cabinet est couvert par un contrat d'assurance responsabilité civile professionnelle et exploitation, qui offre les garanties suivantes :

- Responsabilité civile exploitation
  - ▶ Dommages corporels, matériels et immatériels consécutifs (confondus) : 10,0 M€ par sinistre
- Responsabilité civile professionnelle
  - ▶ Dommages matériels / immatériels consécutif ou non (confondus) : 5,0 M€ par sinistre et par an

Une franchise de 75 K€ a été prévue dans le cadre de ce contrat au titre de la responsabilité civile professionnelle.

## Risque de crédit client

La clientèle de Solucom étant très majoritairement constituée de grands comptes, le risque de défaut de règlement ou de défaillance client est limité.

Il peut toutefois exister un risque de défaut de règlement ou de défaillance client lorsque le cabinet réalise des prestations à destination de PME ou d'entreprises étrangères hors Union Européenne (moins de 10% du chiffre d'affaires du cabinet). Il revient dans de tels cas à la direction de l'entité concernée au sein du cabinet, de prendre toutes les dispositions permettant d'obtenir une garantie raisonnable de règlement des prestations réalisées, en liaison, le cas échéant, avec la direction financière.

## Risque sur les projets forfaitaires

Les prestations forfaitaires représentent chaque année 30 à 40% du chiffre d'affaires consolidé du cabinet.



Solucom a mis en place un suivi rigoureux des projets, les outils de gestion utilisés au sein du cabinet venant à l'appui de ce suivi. Sur les dernières années, le niveau de dépassement moyen n'a jamais excédé 2% du total des jours de présence des équipes productives hors congés.

### **Risque lié au système d'information**

Avec la croissance, le système d'information représente un actif de plus en plus important pour Solucom. Il permet de gérer l'activité commerciale et opérationnelle, de produire les états financiers, de communiquer en interne et en externe, et, enfin, de consolider et d'organiser la gestion des bases de connaissances diffusées auprès de l'ensemble des collaborateurs du cabinet.

Un plan de continuité informatique a été mis en œuvre afin d'être en mesure de redémarrer dans des délais maîtrisés chacun des services essentiels du système, quel que soit l'incident rencontré, sauf en cas de sinistre global. En outre, afin de se prémunir contre les effets d'un sinistre global, une sauvegarde est effectuée quotidiennement, un jeu de sauvegarde complet étant envoyé chaque semaine à l'extérieur des locaux.

Enfin, le système est protégé contre les intrusions et agressions externes par des moyens à l'état de l'art en matière de sécurité informatique.

### **Risques liés aux acquisitions**

La stratégie de croissance externe de Solucom conduit régulièrement à l'intégration de nouvelles sociétés. Pour chaque acquisition, Solucom recherche systématiquement à s'assurer de l'adhésion du management de la société acquise au projet industriel commun. Ces réflexions amont permettent ensuite de faciliter le processus d'intégration et de limiter le risque de départ des personnes-clés.

Lors du processus d'intégration d'une nouvelle société, Solucom veille à :

- déployer rapidement les outils de gestion du cabinet au sein de la nouvelle entité afin de disposer dans les meilleurs délais d'une vision fine de l'activité opérationnelle,
- instaurer des synergies de revenus, notamment en travaillant à déployer les savoir-faire de la société acquise auprès des clients existants du cabinet
- homogénéiser les processus opérationnels, pour une meilleure efficacité, et à rechercher les mutualisations possibles, pour diminuer les coûts

Le modèle d'intégration mis au point par Solucom a en règle générale démontré son efficacité et permis de réaliser rapidement une progression sensible des performances opérationnelles des sociétés acquises.

Pour autant, il existe des risques inhérents attachés à toute opération de croissance externe et Solucom ne peut garantir une efficacité systématique de son modèle d'intégration.

### **Suivi des écarts d'acquisition**

Il n'y a pas lieu de remettre en cause la valeur des écarts d'acquisition attachés aux sociétés Cosmosbay-Vectis, KLC, New'Arch, Solucom DV et Idesys dans les comptes consolidés du cabinet Solucom, que ce soit sur le plan de l'intérêt stratégique de ces sociétés dans le cadre de l'activité du cabinet (portefeuille client et compétences) que sur le plan de leurs perspectives d'avenir.

En outre, il est pratiqué à chaque clôture annuelle, ou en cas d'indice de perte de valeur, des tests de dépréciation (« Impairment tests ») sur les écarts d'acquisition dans le cadre des normes comptables IFRS.





## Risques dans l'exécution des missions

Pour assurer la qualité de l'exécution des missions, le cabinet dispose d'un ensemble de méthodes et les responsables de missions bénéficient de formations spécifiques leur permettant de développer les compétences les plus avancées dans leurs domaines d'interventions. Ces responsables de missions s'assurent du respect le plus strict du cahier des charges validé par le client et du pilotage de la mission, en lien direct avec les opérationnels côté client.

Pour autant, il peut s'avérer que la difficulté d'exécution de la prestation ait été sous-estimée et/ou que certains éléments n'aient pas été clairement définis dans le cahier des charges. Ces problèmes, s'ils n'étaient pas identifiés à temps, pourraient causer des dépassements de budget importants sur certaines missions, des dommages dont le cabinet Solucom pourrait être tenu responsable mais qui font l'objet d'une assurance responsabilité civile professionnelle, et pourraient nuire à la réputation du cabinet.

## 5. Principales transactions avec les parties liées

Sur le premier semestre de son exercice 2010/2011, Solucom n'a pas réalisé de nouvelles transactions avec des parties liées. Les transactions antérieures se sont poursuivies dans les mêmes conditions et sont mentionnées dans la note 19 de l'annexe des comptes semestriels consolidés.



# Comptes consolidés

## Compte de résultat consolidé

En milliers d'euros

	Note	30/09/2010	30/09/2009	31/03/2010
<b>CHIFFRE D'AFFAIRES</b>	16	<b>52 376</b>	<b>48 272</b>	<b>103 443</b>
Autres produits de l'activité				
Achats consommés	17	1 269	982	1 912
Charges de personnel (y inclus participation)	18 & 19	37 482	36 739	76 775
Charges externes		5 231	5 285	10 819
Impôts et taxes		838	1 396	2 597
Dotations nettes aux amortissements et aux provisions		385	722	1 416
Autres produits et charges courants		(12)	(36)	(133)
<b>RESULTAT OPERATIONNEL COURANT</b>		<b>7 183</b>	<b>3 183</b>	<b>10 057</b>
Autres produits et charges opérationnels		-	14	(3 044)
<b>RESULTAT OPERATIONNEL</b>		<b>7 183</b>	<b>3 198</b>	<b>7 013</b>
Produits financiers	20	3	4	29
Coût de l'endettement financier brut	20	84	98	193
<b>COUT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET</b>	20	<b>81</b>	<b>94</b>	<b>164</b>
Autres produits et charges financiers	20	(13)	20	59
<b>RESULTAT AVANT IMPOT</b>		<b>7 089</b>	<b>3 124</b>	<b>6 908</b>
Charge d'impôt	21	2 886	1 142	3 656
<b>RESULTAT NET DE LA PERIODE</b>		<b>4 202</b>	<b>1 981</b>	<b>3 252</b>
Intérêts minoritaires				
<b>RESULTAT NET (PART DU GROUPE)</b>		<b>4 202</b>	<b>1 981</b>	<b>3 252</b>
Résultat net (part du groupe) par action (€) (1) (3)	22	0.85	0.40	0.66
Résultat net dilué (part du groupe) par action (€) (2) (3)	22	0.85	0.40	0.65

(1) Nombre moyen pondéré d'actions sur la période hors titres d'auto - contrôle

(2) Le nombre d'actions pour le résultat dilué intègre les options de souscription d'actions attribuées et non exercées

(3) Conformément à IAS 33, un retraitement rétrospectif a été réalisé pour le calcul des résultats nets par action au 30 septembre 2009 et au 31 mars 2010, sur la base du nombre d'actions au 30 septembre 2010.



## Bilan consolidé

En milliers d'euros

	Note	30/09/2010	31/03/2010
<b>ACTIF NON COURANT</b>		<b>31 156</b>	<b>30 952</b>
Écarts d'acquisition	1	24 364	24 364
Immobilisations incorporelles	2	172	209
Immobilisations corporelles	3 & 4	2 231	2 331
Actifs financiers	5	664	554
Autres actifs non courants	7	3 722	3 493
<b>ACTIF COURANT</b>		<b>52 002</b>	<b>47 794</b>
Clients et comptes rattachés	8	40 403	34 770
Autres créances	8	8 543	4 333
Actifs financiers	5		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	8 & 9 & 14	3 056	8 691
<b>TOTAL ACTIF</b>		<b>83 158</b>	<b>78 746</b>

<b>CAPITAUX PROPRES (PART DU GROUPE)</b>		<b>37 271</b>	<b>34 296</b>
Capital	10	497	497
Primes d'émission, de fusion, d'apport	10	11 218	11 218
Réserves et résultats consolidés		25 556	22 581
Intérêts minoritaires			
<b>TOTAL CAPITAUX PROPRES</b>		<b>37 271</b>	<b>34 296</b>
<b>PASSIF NON COURANT</b>		<b>5 467</b>	<b>5 941</b>
Provisions long terme	11 & 12	2 068	1 576
Passifs financiers (part à plus d'un an)	12 & 13 & 14	3 214	4 290
Autres passifs non courants	12	185	75
<b>PASSIF COURANT</b>		<b>40 420</b>	<b>38 508</b>
Provisions court terme	11 & 15	1 008	989
Passifs financiers (part à moins d'un an)	13	2 342	2 386
Fournisseurs et comptes rattachés	15	4 110	3071
Dettes fiscales et sociales	15	27 934	28 223
Autres passifs courants	15	5 026	3 839
<b>TOTAL PASSIF</b>		<b>83 158</b>	<b>78 746</b>



## Variation de trésorerie consolidée

En milliers d'euros

	Note	30/09/2010	31/03/2010
<b>Résultat net de l'ensemble consolidé</b>		<b>4 202</b>	<b>3 252</b>
<i>Élimination des éléments non monétaires :</i>			
Dotations nettes aux amortissements et provisions		691	4 698
Charges / (Produits) liés aux stock options et assimilés			
Moins-values / (Plus-values) de cession, nettes d'impôt		2	95
Autres produits et charges calculés		(147)	(1 335)
<b>Capacité d'autofinancement après coût de l'endettement financier net et après impôt</b>		<b>4 748</b>	<b>6 711</b>
Écart de conversion sur la CAF			
Variation du besoin en fonds de roulement		(7 886)	2 069
<b>Flux net de trésorerie généré par l'activité</b>		<b>(3 138)</b>	<b>8 780</b>
Acquisition d'immobilisations incorporelles et corporelles			
		(278)	(560)
Cession d'immobilisations			
		0	9
Variation des immobilisations financières			
		(163)	491
Incidences des variations de périmètre			
			(617)
Autres flux liés aux opérations d'investissement			
<b>Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement</b>		<b>(441)</b>	<b>(676)</b>
Augmentation de capital - Sommes reçues lors de l'exercice de stock options			
Rachat et revente par la société de ses propres titres			
Dividendes versés aux actionnaires de la société-mère		(936)	(937)
Dividendes versés aux minoritaires des sociétés intégrées			
Autres flux liés aux opérations de financement		(1 131)	(2 101)
<b>Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement</b>		<b>(2 067)</b>	<b>(3 039)</b>
<b>Variation nette de trésorerie</b>	14	<b>(5 646)</b>	<b>5 065</b>

Le montant des lignes de crédit non utilisées est le suivant :

- Refinancement de l'acquisition de la société Dreamsoft : 300 milliers d'euros ;
- Refinancement de l'acquisition de la société Cosmosbay-Vectis : 8 000 milliers d'euros ;
- Financement des travaux d'aménagement des locaux des 17<sup>ème</sup> et 21<sup>ème</sup> étages de la Tour Franklin : 300 milliers d'euros ;

Le montant des impôts payés s'est élevé à 3 371 milliers d'euros au premier semestre 2010 et à 1 994 milliers d'euros au premier semestre 2009.

Le montant des intérêts versés s'est élevé à 73 milliers d'euros au premier semestre 2010 et à 83 milliers d'euros au premier semestre 2009.



## Variation des capitaux propres

En milliers d'euros

	Capital	Primes	Réserves consolidées	Résultat de l'exercice	Écarts de conversion	Total capitaux propres
<b>Capitaux propres consolidés au 31/03/2009</b>	<b>497</b>	<b>11 219</b>	<b>13 327</b>	<b>7 015</b>	<b>0</b>	<b>32 058</b>
Résultat consolidé de l'exercice				1 981		1 981
Mise à la juste valeur des actifs disponibles à la vente			78			78
Écarts actuariels IAS 19			(83)			(83)
<b>Résultat net global</b>			<b>(5)</b>	<b>1 981</b>		<b>1 976</b>
Affectation du résultat			7 015	(7 015)		0
Variation de capital de l'entreprise consolidante						0
Distributions de l'entreprise consolidante			(932)			(932)
Actions propres			339			339
Retraitement de la provision pour attribution gratuite d'actions			(235)			(235)
<b>Capitaux propres consolidés au 30/09/2009</b>	<b>497</b>	<b>11 219</b>	<b>19 509</b>	<b>1 981</b>	<b>0</b>	<b>33 206</b>
Résultat consolidé de l'exercice				1 271		1 271
Mise à la juste valeur des actifs disponibles à la vente			8			8
Écarts actuariels IAS 19			(108)			(108)
<b>Résultat net global</b>						<b>1 171</b>
Variation de capital de l'entreprise consolidante						
Distributions de l'entreprise consolidante			(5)			(5)
Actions propres			(138)			(138)
Retraitement de la provision pour attribution gratuite d'action			63			63
Variation des écarts de conversion						
<b>Capitaux propres consolidés au 31/03/2010</b>	<b>497</b>	<b>11 219</b>	<b>19 329</b>	<b>3 252</b>	<b>0</b>	<b>34 296</b>
Résultat consolidé de l'exercice				4 202		4 202
Mise à la juste valeur des actifs disponibles à la vente						
Écarts actuariels IAS 19			(241)			(241)
<b>Résultat net global</b>			<b>(241)</b>	<b>4 202</b>		<b>3 961</b>
Affectation du résultat			3 252	(3 252)		0
Variation de capital de l'entreprise consolidante						
Distributions de l'entreprise consolidante			(936)			(936)
Actions propres			(16)			(16)
Retraitement de la provision pour attribution gratuite d'actions			(34)			(34)
<b>Capitaux propres consolidés au 30/09/2010</b>	<b>497</b>	<b>11 218</b>	<b>21 354</b>	<b>4 202</b>		<b>37 271</b>

Le montant du dividende distribué au cours du semestre s'élève à 0,19 euro par action soit au total 936 milliers d'euros. Les capitaux propres ne présentent aucun élément générant un impôt exigible. Le cumul des impôts différés actifs relatifs aux éléments comptabilisés dans les capitaux propres depuis l'origine, s'élèvent à 183 milliers d'euros et sont générés par les écarts actuariels de l'IAS 19.



## Gains ou pertes comptabilisés directement en capitaux propres

En milliers d'euros

	Note	30/09/2010	30/09/2009	31/03/2010
<b>Résultat net</b>		<b>4 202</b>	<b>1 981</b>	<b>3 252</b>
Mise à la juste valeur des actifs disponibles à la vente			78	86
Écarts actuariels IAS 19		(241)	(83)	(191)
<b>Total des produits et charges comptabilisés en capitaux propres</b>		<b>(241)</b>	<b>(5)</b>	<b>(105)</b>
<b>Résultat net global (Part du groupe)</b>		<b>3 961</b>	<b>1 976</b>	<b>3 147</b>



# Notes annexes aux états financiers consolidés

---

Solucom est une société anonyme de droit français soumise à l'ensemble des textes applicables aux sociétés commerciales en France, et en particulier aux dispositions du Code de commerce. Son siège social est situé Tour Franklin – 100/101 terrasse Boieldieu – 92042 Paris La Défense Cedex. La société est cotée au compartiment C d'Euronext Paris de NYSE Euronext.

Les états financiers consolidés ont été arrêtés par le directoire en date du 15 novembre 2010.

## 1. Principes et méthodes comptables

Tous les montants présentés dans l'annexe sont exprimés en milliers d'euros.

### **Principes de consolidation**

Depuis le 1er avril 2005, les comptes consolidés de Solucom sont établis en application du référentiel international comptable IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne et du règlement européen 1606/2002 du 19 juillet 2002. Ces normes sont constituées des IFRS, des IAS, ainsi que de leurs interprétations, qui ont été adoptées par l'Union Européenne au 30 septembre 2010.

Les états financiers intermédiaires résumés du groupe Solucom portant sur la période de six mois close au 30 septembre 2010 ont été préparés conformément à la norme IAS 34 " information financière intermédiaire ".

S'agissant de comptes résumés, ils n'incluent pas toute l'information requise par le référentiel IFRS pour l'établissement des états financiers annuels et doivent donc être lus en relation avec les états financiers consolidés du groupe établis conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union Européenne au titre de l'exercice clos le 31 mars 2010. Les méthodes comptables retenues sont identiques à celles appliquées dans les états financiers annuels au 31 mars 2010.

En particulier, les normes IFRS de l'IASB et les interprétations de l'IFRIC, telles qu'adoptées par l'Union Européenne (consultables sur le site internet de la Commission européenne [http://ec.europa.eu/internal\\_market/accounting/ias\\_fr.htm#adopted-commission](http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias_fr.htm#adopted-commission)) pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2010, ont été appliquées par le cabinet et n'ont pas entraîné de changement significatif sur les modalités d'évaluation et de présentation des comptes.



Les normes et interprétations adoptées par l'IASB ou l'IFRIC et adoptées par l'Union Européenne applicables au 1<sup>er</sup> avril 2010 et qui n'ont pas trouvé à s'appliquer pour le Cabinet Solucom sont :

- Révision IAS 27 « Etats financiers consolidés et individuels »

Cette norme est entrée en vigueur que pour les exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2009. Ce texte a été adopté par l'Union Européenne le 23 janvier 2009. Néanmoins, son application n'a aucun impact sur les comptes consolidés.

- Révision d'IFRS 3 « Regroupements d'entreprises »

Cette norme révisée est entrée en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2009. Elle revoit les modalités de comptabilisation des regroupements d'entreprises et des variations d'intérêt dans les filiales après obtention du contrôle. Ce texte a été adopté par l'Union Européenne le 3 juin 2009. Néanmoins, son application n'a aucun impact sur les comptes consolidés.

- Amendements à IFRIC 9 « Réévaluation des dérivés incorporés » et à IAS 39 « Instruments financiers : comptabilisation et évaluation ».

Cette norme est entrée en vigueur pour les exercices clôturant à compter du 30 juin 2009. Ce texte a été adopté par l'Union Européenne le 30 novembre 2009. Néanmoins, son application n'a aucun impact sur les comptes consolidés.

- Amendements à IFRS 2 « Transactions intra-groupe dont le paiement est fondé sur des actions et qui sont réglées en trésorerie »

Cette norme est entrée en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2010. Ce texte a été adopté par l'Union Européenne le 23 mars 2010. Néanmoins, son application n'a aucun impact sur les comptes consolidés.

- Amendements à IAS 32 « Instruments financiers : présentation » intitulé : « classement des émissions de droits »

Cette norme est entrée en vigueur pour les exercices commençant après le 31 janvier 2010. Ce texte a été adopté par l'Union Européenne le 23 décembre 2009. Néanmoins, son application n'a aucun impact sur les comptes consolidés.

- Amendements à IAS 39 « Expositions éligibles à la comptabilité de couverture »

Cette norme a été publiée le 31 juillet 2008. Elle est d'application obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2009. Ce texte a été adopté par l'Union Européenne le 15 septembre 2009. Néanmoins, son application n'a aucun impact sur les comptes consolidés.

- IFRIC 16 « Couvertures d'un investissement net dans une activité à l'étranger »





Cette norme est entrée en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1er octobre 2008. Ce texte a été adopté par l'Union Européenne le 4 juin 2009. Néanmoins, son application n'a aucun impact sur les comptes consolidés.

- IFRIC 17 « Distributions en nature aux actionnaires »

Cette norme est entrée en vigueur que pour les exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2009. Ce texte a été adopté par l'Union Européenne le 26 novembre 2009. Néanmoins, son application n'a aucun impact sur les comptes consolidés.

- IFRIC 18 « Transferts d'actifs des clients »

Cette norme est entrée en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2009. Ce texte a été adopté par l'Union Européenne le 27 novembre 2009. Néanmoins, son application n'a aucun impact sur les comptes consolidés.

Les normes et interprétations adoptées par l'IASB ou l'IFRIC, et adoptées par l'Union Européenne, n'ont pas donné lieu à une application anticipée. Ainsi, conformément à l'option qui était offerte à Solucom, les textes n'ayant pas fait l'objet d'une application anticipée sont :

- Amendements à IFRIC 14 « Paiements d'avance des exigences de financement minimal »

Cette norme entrera en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2011. Ce texte a été adopté par l'Union Européenne le 19 juillet 2010. Néanmoins, son application n'aura aucun impact sur les comptes consolidés.

- IFRIC 19 « Extinction de passifs financiers au moyen d'instruments de capitaux propres »

Cette norme n'entre en vigueur que pour les exercices ouverts à partir du 1<sup>er</sup> juillet 2010 mais une application anticipée est autorisée. Ce texte a été adopté par l'Union Européenne le 23 juillet 2010. Néanmoins, son application n'aura aucun impact sur les comptes consolidés.

Les normes et interprétations adoptées par l'IASB ou l'IFRIC, mais non encore adoptées par l'Union Européenne, n'ont pas donné lieu à une application anticipée. Ainsi, conformément à l'option qui était offerte à Solucom, les textes n'ayant pas fait l'objet d'une application anticipée sont :

- IFRS 9 « Instruments financiers » (phase 1 : classification et évaluation des actifs financiers)

Cette norme entrera en vigueur à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2013. Ce texte n'a pas encore été adopté par l'Union Européenne. Néanmoins, son application n'aura aucun impact sur les comptes consolidés.

- Amendement à IAS 24 « Information relative aux parties liées »



Cette norme entrera en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2011. Ce texte n'a pas encore été adopté par l'Union Européenne. Néanmoins, son application n'aura aucun impact sur les comptes consolidés.

Enfin, les plans d'options de souscription d'actions octroyés après le 7 novembre 2002 n'ont pas été retraités dans la mesure où les droits étaient définitivement acquis au 1<sup>er</sup> avril 2004. Depuis cette date, aucun nouveau plan d'options de souscription ou d'achat d'actions n'a été octroyé.

### **Modalités de consolidation**

La société Solucom est l'entreprise consolidante.

Les comptes des entreprises placées sous le contrôle exclusif de Solucom sont consolidés par intégration globale.

Solucom n'exerce d'influence notable ou de contrôle conjoint sur aucune entreprise. Solucom ne contrôle, directement ou indirectement, aucune entité ad hoc.

Les comptes des sociétés consolidées sont, le cas échéant, retraités afin d'assurer l'homogénéité des règles de comptabilisation et d'évaluation.

Les comptes des sociétés consolidées sont tous arrêtés au 30 septembre 2010.

Au 30 septembre 2010, les comptes consolidés intègrent l'ensemble des sociétés du groupe sur six mois.

### **Recours à des estimations**

L'établissement des états financiers selon les normes IFRS nécessite de procéder à des estimations et de formuler des hypothèses qui concernent l'évaluation de certains montants qui figurent dans les comptes, notamment pour les chapitres suivants :

- les durées d'amortissement des immobilisations
- l'évaluation des provisions et des engagements de retraites
- les évaluations retenues pour les tests de perte de valeur
- la valorisation des instruments financiers à la juste valeur
- l'estimation de produits à recevoir ou de charges à payer

Solucom revoit régulièrement ses appréciations en fonction, notamment, de données historiques ou du contexte économique dans lequel la société évolue. Conséquemment, les montants qui figureront dans ses futurs états financiers consolidés pourraient en être affectés.



## Information sectorielle

Le cabinet Solucom ne commercialisant qu'un unique type de prestations (prestations de conseil), l'ensemble de ces prestations étant soumis aux mêmes risques et générant des taux de rentabilité similaires, il n'a pas été défini de secteurs d'activités distincts. En outre, la quasi-totalité du chiffre d'affaires est réalisé en France.

## Saisonnalité des comptes intermédiaires

Les seuls effets de saisonnalité résultent de la concentration de la prise de congés durant certains mois de l'année. Il s'agit des mois de juillet et août, ainsi que du mois de mai. L'impact de ces mois de forte prise de congés concerne donc le premier semestre de l'exercice de Solucom (avril - septembre). Ce phénomène n'a pas d'impact substantiel sur l'activité de Solucom, d'autant plus que son effet est relativement prévisible (impact comparable d'une année sur l'autre).

## Autres précisions

- Chaque société du périmètre de consolidation constitue une unité génératrice de trésorerie car c'est le plus petit ensemble ayant des entrées de trésorerie indépendantes et cernables.
- Les durées d'amortissement généralement retenues sont les suivantes :
  - ▶ Logiciels : 3 ans
  - ▶ Installations et agencements : 6 ou 9 ans
  - ▶ Véhicules de tourisme : 4 ans
  - ▶ Matériel informatique : 3 ans
  - ▶ Mobilier de bureau : 9 ans
- Le taux d'actualisation retenu pour les dépôts et les cautionnements est de 2,70 %.
- Solucom détient des actions propres dans le cadre du programme de rachat d'actions autorisé par l'assemblée générale de ses actionnaires.
- Conformément à l'IAS 19 « Avantages aux personnels », les engagements résultant de régimes à prestations définies, ainsi que leur coût, sont évalués par des actuaires indépendants suivant des unités de crédit projetées. Le groupe n'a comme engagement que le versement d'indemnités de fin de carrière. Solucom n'a pas d'autres engagements à long terme ni d'indemnités de fin de contrat. Le taux d'actualisation pour la valorisation des droits est de 3,90% (source : iboxx AA).
- Les impôts relatifs aux éléments reconnus directement en capitaux propres sont comptabilisés en capitaux propres.
- Aucun frais de développement n'a été immobilisé au cours du semestre.
- La définition du résultat opérationnel courant est conforme à la recommandation du CNC 2009-R-03 du 2 juillet 2009.



- Conformément aux dispositions d'IAS 12, la qualification de la CVAE en tant qu'impôt sur le résultat a conduit à comptabiliser dès le 31/03/10 :
  - le montant total de la charge courante relative à la provision de la CVAE ;
  - les impôts différés relatifs aux différences temporelles existant à cette date, par contrepartie d'une charge nette au compte de résultat de la période. Cette charge d'impôt différé est présentée sur la ligne « charge d'impôt ».

## 2. Périmètre de consolidation

### Composition du périmètre

Les comptes consolidés comprennent les comptes des sociétés suivantes :

Sociétés	% d'intérêt	Nationalité	Nombre de mois consolidés
Solucom	Sté mère	France	6
Idesys	100%	France	6
Arcome SAS	100%	France	6
Solucom DV	100%	France	6
New'Arch	100%	France	6
KLC	100%	France	6
Cosmosbay~Vectis	95%	France	6

Toutes les sociétés ont été consolidées selon la méthode de l'intégration globale.

## 3. Notes sur certains postes du bilan et du compte de résultat

### Note 1 - Écarts d'acquisition à l'actif du bilan

(En milliers d'euros)	Valeur nette au 31/03/2010	Variation de périmètre	Diminution de l'exercice	Valeur nette au 30/09/2010
Idesys	5 111			5 111
Solucom DV	6 470			6 470
New'Arch	3 245			3 245
KLC	1 786			1 786
Cosmosbay~Vectis	7 752			7 752
<b>Total</b>	<b>24 364</b>			<b>24 364</b>

Aucun indice de perte de valeur n'a été constaté sur les écarts d'acquisition à l'actif du bilan.



**Note 2 – Immobilisations incorporelles**

<b>Valeur brute</b>	<b>31/03/2010</b>	<b>Variation de périmètre</b>	<b>Augmentation</b>	<b>Diminution</b>	<b>30/09/2010</b>
Logiciels	1 322		29	6	1 345
<b>Total</b>	<b>1 322</b>		<b>29</b>	<b>6</b>	<b>1 345</b>

<b>Amortissements</b>	<b>31/03/2010</b>	<b>Variation de périmètre</b>	<b>Augmentation</b>	<b>Diminution</b>	<b>30/09/2010</b>
Logiciels	1 113		66	6	1 173
<b>Total</b>	<b>1 113</b>		<b>66</b>	<b>6</b>	<b>1 173</b>

<b>Total net</b>	<b>209</b>		<b>(37)</b>		<b>172</b>
------------------	------------	--	-------------	--	------------

Aucune immobilisation incorporelle ne fait l'objet d'une restriction de propriété.



### Note 3 – Immobilisations corporelles

Aucune immobilisation corporelle ne fait l'objet d'une restriction de propriété à l'exception des biens financés par un contrat de crédit bail.

Valeur brute	31/03/2010	Variation de périmètre	Augmentation	Diminution	30/09/2010
Autres immobil. Corporelles	3 997		44	48	3 993
Autres immobil. En crédit bail	2 226		67	2	2 291
Immobili. en cours			187		187
<b>Total</b>	<b>6 223</b>		<b>298</b>	<b>50</b>	<b>6 471</b>

Amortissements	31/03/2010	Variation de périmètre	Augmentation	Diminution	30/09/2010
Autres immobil. Corporelles	2 299		196	47	2 448
Autres immobil. En crédit bail	1 593		199	-	1 792
<b>Total</b>	<b>3 892</b>		<b>395</b>	<b>47</b>	<b>4 240</b>
<b>Total net</b>	<b>2 331</b>		<b>(97)</b>	<b>3</b>	<b>2 231</b>



#### Note 4 – Crédit bail

##### *Valeur nette comptable par catégorie d'actifs :*

Catégorie d'actifs	30/09/2010	31/03/2010
Matériels de bureau & informatique	499	633
<b>Total</b>	<b>499</b>	<b>633</b>

##### *Impact sur le compte de résultat :*

Compte de résultat	30/09/2010	31/03/2010
Amortissements comptabilisés	199	391
Pertes de valeur comptabilisées en charges		
Charges financières	11	29
Gains de valeur comptabilisés en produits		
Montant des redevances de l'exercice retraitées	207	416
<b>Total</b>	<b>(3)</b>	<b>(4)</b>



**Redevances :**

<b>Redevances</b>	<b>30/09/2010</b>	<b>31/03/2010</b>
Valeur d'origine des biens	<b>2 291</b>	<b>2 226</b>
Redevances versées :		
- au cours des exercices antérieurs	1 735	1 205
- au cours de l'exercice	207	416
<b>Total</b>	<b>1 942</b>	<b>1 621</b>
Redevances restant à payer :		
- à moins d'un an	301	356
- à plus d'un an et à moins de cinq ans	200	272
- à plus de cinq ans		
<b>Total des redevances</b>	<b>501</b>	<b>628</b>

<i>dont charges financières futures</i>	16	25
Valeur résiduelle en fin de contrat	22	22

**Note 5 – Actifs financiers (non courants et courants)****Evolution sur le 1er semestre 2010/2011 :**

<b>(En milliers d'euros)</b>	<b>31/03/2010</b>	<b>Variation de périmètre</b>	<b>Augmentation</b>	<b>Diminution</b>	<b>30/09/2010</b>
Dépôts et cautionnements	612	0	128	61	679
Instruments de couverture					
Titres disponibles à la vente					
<b>Total</b>	<b>612</b>	<b>0</b>	<b>128</b>	<b>61</b>	<b>679</b>

Aucune dépréciation des dépôts et cautionnements n'a été pratiquée au cours des trois derniers exercices.





**Par échéance :**

<b>Dépôts et cautionnements</b>	<b>30/09/2010</b>	<b>31/03/2010</b>
A moins d'un an (1)	15	58
A plus d'un an et à moins de cinq ans	200	194
A plus de cinq ans	464	360
<b>Total</b>	<b>679</b>	<b>612</b>

(1) Reclassé dans le poste "Autres créances"

**Impact sur le compte de résultat :**

<b>Impact de l'actualisation des dépôts</b>	<b>30/09/2010</b>	<b>31/03/2010</b>
Valeur d'origine	775	723
Cumul des actualisations antérieures	111	135
Actualisation entraînant une charge	15	4
Actualisation entraînant un produit	30	28
<b>Valeur nette comptable (1)</b>	<b>679</b>	<b>612</b>

(1) Reclassé dans le poste "Autres créances" pour la partie à moins d'un an

Une hausse du taux d'actualisation des dépôts de garantie de 1% représenterait 32 milliers d'euros de baisse du résultat pour une année entière contre, en cas de baisse du taux d'actualisation de 1%, une augmentation du résultat de 34 milliers d'euros.



## Note 6 – Contrats de location simple

### Échéancier au 30/09/2010 :

(En milliers d'euros)	Total	A moins d'un an	A plus d'un an et à moins de cinq ans	A plus de cinq ans
Loyers conditionnels de l'exercice	10 573	2 960	7 445	168
<b>Total</b>	<b>10 573</b>	<b>2 960</b>	<b>7 445</b>	<b>168</b>

### Échéancier au 30/09/2009 :

(En milliers d'euros)	Total	A moins d'un an	A plus d'un an et à moins de cinq ans	A plus de cinq ans
Loyers conditionnels de l'exercice	8 638	2 713	5 855	70
<b>Total</b>	<b>8 638</b>	<b>2 713</b>	<b>5 855</b>	<b>70</b>

Pour les baux immobiliers, la durée prise en compte correspond à celle qui court jusqu'à la dénonciation la plus proche possible des différents baux.

## Note 7 – Autres Actifs non courants

### Évolution au 1er semestre 2010/2011 :

Valeur brute	31/03/2010	Variation de périmètre	Variation	30/09/2010
Impôt différé actif	3 493		229	3 722
<b>Total</b>	<b>3 493</b>		<b>229</b>	<b>3 722</b>



Note 8 – Actif courant

Evolution au 1er semestre 2010/2011 :

Valeur brute	31/03/2010	Variation de périmètre	Variation	30/09/2010
Clients et comptes rattachés	34 866		5 550	40 416
<b>Sous total "Clients et comptes rattachés"</b>	<b>34 866</b>		<b>5 550</b>	<b>40 416</b>
Avances et acomptes versés	59		46	105
Créances sociales	195		(28)	167
Créances fiscales	3 020		3 146	6 166
Dépôts et cautionnements	58		(44)	14
Débiteurs divers	97		49	146
Charges constatées d'avance	907		1 041	1 948
<b>Sous total "Autres créances"</b>	<b>4 336</b>		<b>4 210</b>	<b>8 546</b>
Instruments financiers				
Actifs disponibles à la vente				
<b>Sous total "Actifs financiers"</b>				
Sicav monétaire – Équivalent de trésorerie	7 523		(6 226)	1 297
Disponibilités	1 168		591	1 759
<b>Sous total "Trésorerie et équivalents de trésorerie"</b>	<b>8 691</b>		<b>(5 635)</b>	<b>3 056</b>
<b>Total</b>	<b>47 893</b>		<b>4 125</b>	<b>52 018</b>

Dépréciation	31/03/2010	Variation de périmètre	Variation	30/09/2010
Clients et comptes rattachés	96		(83)	13
<b>Sous total "Clients et comptes rattachés"</b>	<b>96</b>		<b>(83)</b>	<b>13</b>
Débiteurs divers	3			3
<b>Sous total "Autres créances"</b>	<b>3</b>			<b>3</b>
<b>Total</b>	<b>99</b>		<b>(83)</b>	<b>16</b>



Net	31/03/2010	Variation de périmètre	Variation	30/09/2010
<b>Sous total « clients et comptes rattachés »</b>	<b>34 770</b>		<b>5 633</b>	<b>40 403</b>
<b>Sous total "Autres créances"</b>	<b>4 333</b>		<b>4 210</b>	<b>8 543</b>
<b>Sous total "Actifs financiers"</b>				
<b>Sous total "Trésorerie et équivalents de trésorerie"</b>	<b>8 691</b>		<b>(5 635)</b>	<b>3 056</b>
<b>Total net</b>	<b>47 794</b>		<b>4 208</b>	<b>52 002</b>

Le cabinet analyse ses créances clients au cas par cas, et constate les dépréciations sur une base individuelle en tenant compte de la situation du client et des retards de paiement. Aucune dépréciation n'est constatée sur une base globale.

#### Note 9 – Valeurs mobilières de placement

Nature des valeurs mobilières de placement	30/09/2010		
	Valeur au coût historique	Plus ou moins value	Valeur à l'actif consolidé
Sicav monétaire - Équivalent de trésorerie	1 295	2	1 297
<b>Total</b>	<b>1 295</b>	<b>2</b>	<b>1 297</b>

Nature des valeurs mobilières de placement	31/03/2010		
	Valeur au coût historique	Plus ou moins value	Valeur à l'actif consolidé
Sicav monétaire - Équivalent de trésorerie	7 521	2	7 523
<b>Total</b>	<b>7 521</b>	<b>2</b>	<b>7 523</b>

#### Note 10 – Capital

Au 30 septembre 2010, le capital de la société mère Solucom est constitué de 4 966 882 actions entièrement libérées de 0,10 € chacune. Le nombre d'actions propres détenues au 30 septembre 2010 s'élève à 45 887 actions.



Par ailleurs, sur autorisation de l'Assemblée Générale Mixte du 25 septembre 2009, le Directoire de Solucom a décidé, lors de sa séance du 16 novembre 2009, de procéder à des attributions gratuites d'actions existantes ou à émettre au bénéfice de cadres dirigeants du groupe. Ce plan prévoit l'attribution définitive d'actions gratuites à l'issue d'une période d'acquisition sous conditions de présence et d'investissement personnel du dirigeant en actions Solucom ; le nombre d'actions attribuées sera également fonction d'un critère de performance basé sur l'atteinte d'un niveau prédéfini du résultat opérationnel courant consolidé du groupe. En outre, sur autorisation de l'Assemblée Générale Mixte du 28 septembre 2007, le Directoire de Solucom a décidé, lors de sa séance du 15 septembre 2009, de procéder à des attributions gratuites d'actions existantes ou à émettre au bénéfice des membres du personnel salarié de Solucom ou du groupe ou de certaines catégories d'entre eux, dans le cadre du dispositif d'épargne salariale mis en place chez Solucom. Enfin, sur autorisation de l'Assemblée Générale Mixte du 25 septembre 2009, le Directoire de Solucom a décidé, lors de sa séance du 15 juillet 2010, de procéder à des attributions gratuites d'actions existantes ou à émettre au bénéfice des membres du personnel salarié de Solucom ou du groupe ou de certaines catégories d'entre eux, dans le cadre du dispositif d'épargne salariale mis en place chez Solucom.

La constatation des avantages respectifs correspondant à chacun des plans ainsi accordés aux bénéficiaires a fait l'objet d'une dotation spécifique et d'un impact en capitaux propres dans les comptes au 30 septembre 2010.

#### **Note 11 – Provisions**

Les provisions sont constituées essentiellement d'indemnités de départ à la retraite ayant fait l'objet d'une évaluation de la part d'un actuaire indépendant, ainsi que de litiges prud'homaux évalués en fonction des demandes et du stade de la procédure et, le cas échéant, de provision pour risques clients.



(En milliers d'euros)	31/03/10	Variation de périmètre	Variation des impôts différés	Augmentation	Reprise		30/09/10
					Utilisées	Non utilisées	
<b>Provisions court terme</b>							
Provisions pour risques	942			429	293	117	961
Provisions pour pénalités	47						47
Provisions pour charges							
<b>Total</b>	<b>989</b>			<b>429</b>	<b>293</b>	<b>117</b>	<b>1 008</b>
<b>Passif long terme</b>							
Provisions pour IFC	1 576			492			2 068
Provisions pour risques							
<b>Total</b>	<b>1 576</b>			<b>492</b>			<b>2 068</b>

<b>Total</b>	<b>2 565</b>			<b>921</b>	<b>293</b>	<b>117</b>	<b>3 076</b>
--------------	--------------	--	--	------------	------------	------------	--------------

**Impact des provisions sur le résultat au 30/09/2010 :**

(En milliers d'euros)	Variation des impôts différés	Augmentation	Reprise	
			Utilisées	Non utilisées
Résultat opérationnel courant		558	293	117
Résultat opérationnel				
<b>Total</b>		<b>558</b>	<b>293</b>	<b>117</b>



Note 12 – Passif non courant

Évolution au 1er semestre 2010/2011 :

Valeur brute	31/03/2010	Variation de périmètre	Variation	30/09/2010
Provisions long terme	1 576		492	2 068
Dettes financières (Crédit bail à + d'un an)	272		(72)	200
Dettes financières (Emprunts à + d'un an)	4 018		(1 004)	3 014
Dettes diverses				
Dettes fiscales	75		110	185
Impôts différés Passifs				
<b>Total</b>	<b>5 941</b>		<b>(474)</b>	<b>5 467</b>

Note 13 – Passifs financiers (non courants et courants)

Évolution au 1er semestre 2010/2011 :

(En milliers d'euros)	Montant au 31/03/2010	Variation de périmètre	Variation	Montant au 30/09/2010
<b>Part à plus d'un an</b>	<b>4 290</b>		<b>(1 076)</b>	<b>3 214</b>
Dettes financières (Crédit bail à + d'un an)	272		(72)	200
Emprunts auprès d'établissements de crédit (+ d'un an)	4 018		(1 004)	3 014
<b>Part à moins d'un an</b>	<b>2 386</b>		<b>(44)</b>	<b>2 342</b>
Emprunts auprès d'établissements de crédit	2 009			2 009
Emprunts et dettes financières diverses	2			2
Dettes financières (Crédit bail)	356		(55)	301
Concours bancaires courants	18		11	29
Intérêts courus non échus	1		0	1
<b>Total</b>	<b>6 676</b>		<b>(1 120)</b>	<b>5 556</b>



**Par taux :**

(En milliers d'euros)	Au 30/09/2010		Au 31/03/2010	
	Taux fixe	Taux Variable	Taux fixe	Taux Variable
<b>Passif non courant</b>	200	3 014	272	4 018
<b>Passif courant</b>	333	2 009	377	2 009
<b>Total</b>	<b>533</b>	<b>5 023</b>	<b>649</b>	<b>6 027</b>

Compte tenu du niveau d'endettement du groupe et des taux contractuellement fixés, une hausse du taux de l'EURIBOR 6 mois de 1% représenterait 46 milliers d'euros de baisse du résultat pour une année entière contre, en cas de baisse de ce même taux de 1%, une augmentation du résultat de 46 milliers d'euros.

**Par échéance au 30/09/2010 :**

(En milliers d'euros)	Total	A moins d'un an	A plus d'un an et à moins de cinq ans	A plus de cinq ans
<b>Passif non courant</b>	3 214		3 214	
<b>Passif courant</b>	2 342	2 342		
<b>Total</b>	<b>5 556</b>	<b>2 342</b>	<b>3 214</b>	

**Par échéance au 31/03/2010 :**

(En milliers d'euros)	Total	A moins d'un an	A plus d'un an et à moins de cinq ans	A plus de cinq ans
<b>Passif non courant</b>	4 290		4 290	
<b>Passif courant</b>	2 386	2 386		
<b>Total</b>	<b>6 676</b>	<b>2 386</b>	<b>4 290</b>	

Les sûretés accordées en garantie de ces emprunts sont décrites en note 24.

Les emprunts n'ont fait l'objet d'aucun défaut de remboursement au cours de l'exercice et aucun covenant n'est attaché à cet endettement.





#### Note 14 – Endettement financier net

Au 30/09/10	Total	A moins d'un an	A plus d'un an et à moins de cinq ans	A plus de cinq ans
Emprunts auprès des établissements de crédit	5 023	2 009	3 014	
Emprunts liés au retraitement des contrats de crédit-bail mobilier	501	301	200	
Emprunts et dettes financières	2	2		
<b>Emprunts et dettes financières</b>	<b>5 526</b>	<b>2 312</b>	<b>3 214</b>	
Concours bancaires courants	(29)	(29)		
Équivalents de Trésorerie à la valeur historique	1 295	1 295		
Disponibilités	1 759	1 759		
<b>Trésorerie nette des découverts (1)</b>	<b>3 025</b>	<b>3 025</b>		
Mise à la juste valeur des équivalents de trésorerie	2	2		
<b>Trésorerie nette consolidée</b>	<b>3 027</b>	<b>3 027</b>		
<b>Endettement financier net</b>	<b>2 499</b>	<b>(715)</b>	<b>3 214</b>	

(1) cf tableau de variation de trésorerie

#### Note 15 – Passif courant

Toutes les dettes sont libellées en euros.

(En milliers d'euros)	31/03/2010	Variation de périmètre	Variation	30/09/2010
Provisions court terme	989		19	1 008
Passifs financiers (part à moins d'un an)	2 386		(44)	2 342
Fournisseurs	3 071		1 039	4 110
Avances et acomptes reçus / com.	379		326	705
Dettes sociales	16 902		(3 189)	13 713
Dettes fiscales	10 655		3 265	13 920
Fournisseurs d'immobilisations	199		49	248
Dettes fiscales (IS)	665		(363)	302



Dettes diverses	998	977	1 975
Produits constatés d'avance	2 263	(165)	2 098
<b>Total</b>	<b>38 508</b>	<b>1 912</b>	<b>40 420</b>

#### Note 16 – Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires consolidé du groupe est quasi-exclusivement réalisé en France.

#### Note 17 – Achats consommés

(En milliers d'euros)	30/09/2010	30/09/2009
Achats de sous-traitance	1 268	981
Autres achats consommés	1	1
<b>Total</b>	<b>1 269</b>	<b>982</b>

#### Note 18 – Charges de personnel

(En milliers d'euros)	30/09/2010	30/09/2009
Salaires et traitements	25 650	25 038
Charges sociales	11 832	11 701
<b>Total</b>	<b>37 482</b>	<b>36 739</b>



Effectif moyen en ETP	30/09/2010	30/09/2009
Ingénieurs et cadres	886	899
Employés	38	39
<b>Total</b>	<b>924</b>	<b>938</b>

#### Note 19 – Rémunération des dirigeants

(En milliers d'euros ou en nombre)	30/09/2010	30/09/2009
Rémunérations des membres du Directoire	194	229
Rémunérations des membres du Conseil de Surveillance	21	22
Autres rémunérations perçues		
Avantages postérieurs à l'emploi		
Autres avantages à long terme		
Indemnités de fin de contrat		
Paiements en actions		94
Nombre de stocks options détenues par les dirigeants		

#### Note 20 – Résultat financier

(En milliers d'euros)	30/09/2010	30/09/2009
Produits nets sur cession des équivalents de trésorerie	3	4
Intérêts des emprunts	(84)	(98)
Variation de la juste valeur des équivalents de trésorerie		
<b>Coût de l'endettement net</b>	<b>(81)</b>	<b>(94)</b>
Variation de la juste valeur des autres actifs financiers	13	20
<b>RESULTAT FINANCIER</b>	<b>(68)</b>	<b>(74)</b>



## Note 21 – Impôts sur les sociétés

### Effet net des impôts sur le résultat :

(En milliers d'euros)	30/09/2010	30/09/2009
Charges d'impôts courants	2 998	1 862
Impôts différés	(112)	(720)
<b>Total</b>	<b>2 886</b>	<b>1 142</b>

Tous les impôts différés ont fait l'objet d'une comptabilisation. Aucune société du cabinet n'a de report déficitaire au 30 septembre 2010, à l'exception de Cosmosbay~Vectis dont le déficit a été activé pour 2 007 milliers d'euros dont 1 889 milliers d'euros à l'ouverture.

Le montant total de la charge courante d'impôt sur le résultat relative à la provision de la CVAE s'élève à 662 milliers d'euros au 30 septembre 2010.

Au 30 septembre 2010, le montant des impôts différés à plus d'un an s'élève à 2 624 milliers d'euros.

## Note 22 – Résultat dilué par action

Résultat par action	30/09/2010	30/09/2009
Résultat des entreprises net (part du groupe)	4 202	1 981
Résultat sur chiffre d'affaires	8.0%	4.1%
Nombre moyen pondéré de titres en circulation (1)	4 920 995	4 920 995
Résultat net part du groupe par action	0.85	0.40
Nombre de titres émis au 30 septembre	4 966 882	4 966 882
Nombre de titres potentiels - Stocks options	0	0
Total nombre de titres émis et potentiels	4 966 882	4 966 882
Résultat net part du groupe dilué par action	0.85	0.40

(1) Hors titres d'autocontrôle

Conformément à IAS 33, un retraitement rétrospectif a été réalisé pour le calcul des résultats nets par action au 30 septembre 2009, sur la base du nombre d'actions au 30 septembre 2010.



## Note 23 – Instruments financiers

Solucom détient les instruments financiers suivants :

- des placements de SICAV de trésorerie, exclusivement indexées sur l'EONIA ne recélant aucun risque identifié,
- ses actions propres,
- un instrument de couverture de taux (CAP) dont la juste valeur a été portée à zéro il y a deux ans.

## Note 24 – Engagements hors bilan

### Par catégorie :

Engagements hors bilan	30/09/2010	31/03/2010
Nantissements, hypothèques et sûretés réelles	25 180	25 180
- dont actions de filiales nanties	25 180	25 180
Avals, cautions et garanties données	0	0
- dont cautions données en garantie d'emprunt	0	0
Autres engagements donnés	10 573	7 458
- dont locations simples	10 573	7 458
Avals, cautions et garanties reçues	11 849	12 333
- dont cautions et garanties bancaires reçues en garantie de clause de garantie de passif	1 249	1 249

### Par échéance :

Le nantissement des titres de filiales concerne les actions Solucom DV, New'Arch et Cosmosbay~Vectis.

Pour les échéances des engagements donnés pour les locations simples se reporter à la note 6 – Contrats de location simple.

Les cautions et garanties bancaires reçues (10 849 milliers d'euros) l'ont été en garantie :

- de clauses de garantie de passif (1 249 milliers d'euros) inclus dans les actes d'acquisition des titres des sociétés KLC, Dreamsoft (devenue Solucom DV) et Cosmosbay~Vectis,
- d'instruments de couverture à hauteur de 2 000 milliers d'euros concernant la couverture d'un emprunt à un taux capé à 5%,



- d'ouvertures de crédit consenties dans le cadre d'acquisition des sociétés Solucom DV et Cosmosbay~Vectis à hauteur de 8 300 milliers d'euros et de financement de travaux de réaménagement des locaux (300 milliers d'euros).

#### **Note 25 – Parties liées**

Solucom n'a réalisé aucune transaction significative avec des intermédiaires susceptibles d'être considérées comme « *parties liées* » au sens de la norme IAS 24.9.

#### **Note 26 – Informations postérieures à la clôture**

Néant



**Note 27 – Liste des sociétés consolidées**

<b>Société</b>	<b>Siège</b>	<b>N° SIRET</b>	<b>Forme juridique</b>	<b>Pays</b>
Solucom	Tour Franklin 100-101 Terrasse Boieldieu 92042 La Défense Cedex	377550249 00041	SA	France
Idesys	Tour Franklin 100-101 Terrasse Boieldieu 92042 La Défense Cedex	381150879 00058	SAS	France
Arcome SAS	Tour Franklin 100-101 Terrasse Boieldieu 92042 La Défense Cedex	349429514 00038	SAS	France
Solucom DV	Tour Franklin 100-101 Terrasse Boieldieu 92042 La Défense Cedex	423049162 00062	SAS	France
New'Arch	Tour Franklin 100-101 Terrasse Boieldieu 92042 La Défense Cedex	480157585 00021	SAS	France
KLC	Tour Franklin 100-101 Terrasse Boieldieu 92042 La Défense Cedex	378669642 00035	SAS	France
Cosmosbay~Vectis	Le Parc de Villeurbanne 107 Bd Stalingrad 69628 Villeurbanne Cedex	349062430 00062	SA	France



# Rapport des Commissaires aux Comptes

---

Aux actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale et en application de l'article L.451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société SOLUCOM, relatifs à la période du 1er avril 2010 au 30 septembre 2010, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité du Directoire. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

## 1. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 – norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

## 2. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.





Paris et Neuilly-sur-Seine, le 23 novembre 2010

Les Commissaires aux Comptes

SLG EXPERTISE

Constantin Associés

Arnaud BERNARD

Laurent LEVESQUE

